Après la «génération Moudawana», le féminisme marocain trouve une nouvelle jeunesse.

En 2004, le Maroc devenait un exemple, sur le modèle de la Tunisie, en matière d'égalité des sexes dans le monde arabe. La réforme du code de la famille («Moudawana») promulguée en 2004 par Mohammed VI promet d'instaurer des lois progressistes et égalitaires (divorce par consentement mutuel, augmentation des droits à l'héritage pour les femmes, âge légal du mariage fixé à 18 ans…).

Derrière ce progrès, on trouve le «Printemps de l'Egalité», rapporte l'hebdomadaire Jeune Afrique. Cette coalition de 26 associations féministes s'est mobilisée pour obtenir cette victoire «*historique*».

Pourtant, près de 10 ans après cette réforme fondatrice, l'égalité est loin d'être gagnée pour les femmes et le bilan est contrasté, d'après l'article. Les associations féministes s'estiment satisfaites du chemin déjà parcouru, annonce le site. Elles saluent notamment la révision de la loi électorale en 2011, qui impose de réserver 60 sièges de la Chambre des représentants aux femmes, ce qui a permis une meilleure représentation des femmes dans la vie politique.

La nouvelle garde féministe

Pour d'autres féministes marocaines interrogées par Jeune Afrique, la «génération Moudawana» est en «*hibernation depuis plusieurs années*». Elles déplorent qu'aucune avancée concrète ne soit proposée sur le harcèlement, les violences conjugales ou sexuelles…

D'autre part, elles regrettent aussi une application en demi-mesures de la Moudawana, ajoute l'article. Certains magistrats réticents ont exploité des failles juridiques pour instaurer une «*juri sprudence bien éloignée de l'esprit progressiste du texte initial*», explique Jeune Afrique.

L'article 475 du Code pénal marocain, qui prévoit qu' un violeur peut être absous de son crime s'il épouse la femme qu'il a agressé, provoque particulièrement la colère des féministes, souligne l'hebdomadaire. Cette loi devrait être abrogée par le gouvernement mais la procédure est toujours en cours.

Selon l'article, les militantes ont globalement l'impression que leurs droits ne sont pas la priorité des islamistes du Parti de la Justice et du développement (PDJ), au pouvoir depuis janvier 2012. La seule femme du gouvernement Benkirane, Bassima Hakkaoui, musulmane voilée et considérée comme «conservatrice», ne suscite guère l'enthousiasme des féministes, bien

qu'elle ait proposé ses propres idées pour l'égalité
, fait valoir le site.

Toute une nouvelle génération de militantes se dresse donc face au gouvernement islamiste, née de la vague de contestation populaire en 2011, d'après Jeune Afrique. Issues pour la plupart du milieu estudiantin, elles se mobilisent autour de problématiques comme l'avortement ou de revendications sociales plus générales, précise le site. Mais la vraie révolution d'après l'hebdomadaire, c'est la présence d'hommes à leurs côtés, qui s'engagent pour défendre les droits de leurs camarades. La preuve que la cause des femmes est l'affaire de tous, conclut l'article.

Source : Jeune Afrique